



Vers la stratégie nationale REDD+ en RDC

Ministère de l'Environnement, de la Conservation
de la Nature et du Tourisme

UN-REDD
PROGRAMME



Fabien Monteils – CTP UN-REDD/CN-REDD/PNUD
Nairobi
20 septembre 2011



I. Feuille de route et approche générale

II. Les chantiers vers la stratégie et illustrations

Rappel des chantiers du processus national REDD+

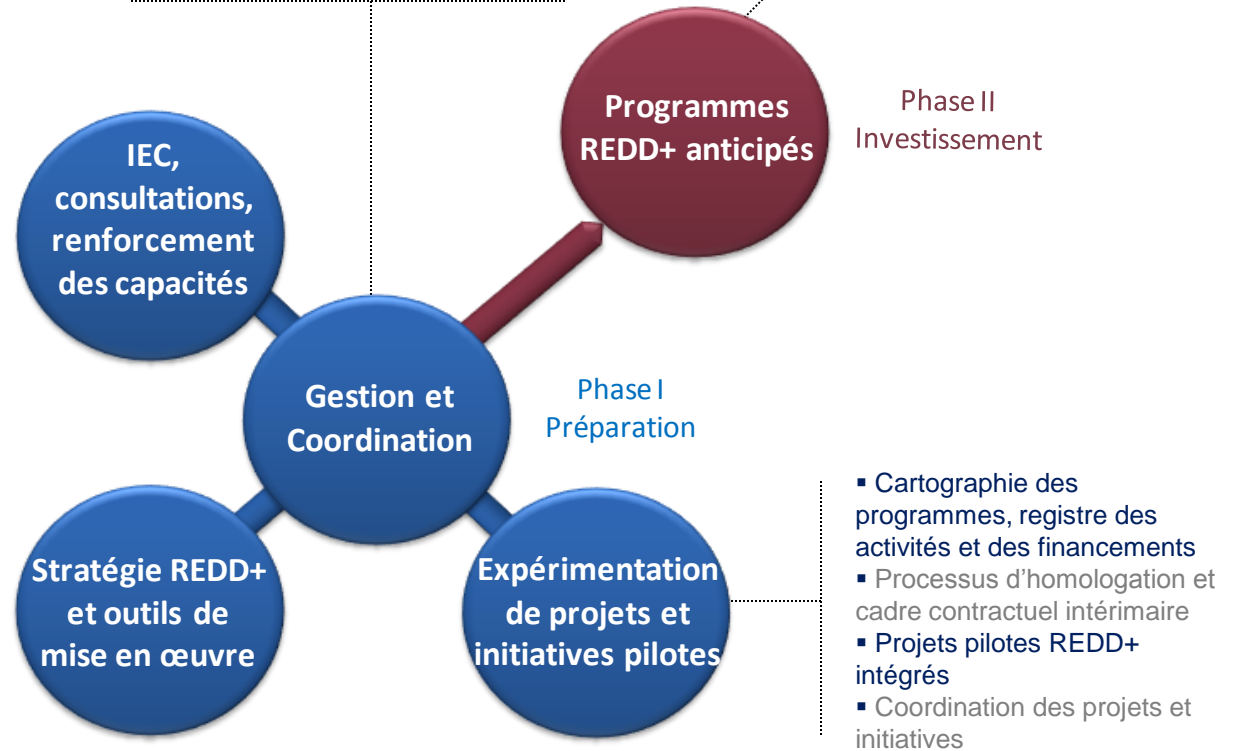
Ils contribuent tous de manière directe ou indirecte à la stratégie nationale



- Campagne IEC+ dans les territoires
- Programme de renforcement des capacités / Pôle Intégré d'Excellence
- Plateforme Internet
- Production des outils de communication
- Formation du personnel clé et Université REDD+
- Préparation de la société civile
- Réforme du programme éducatif national
- Réseau de radios de proximité

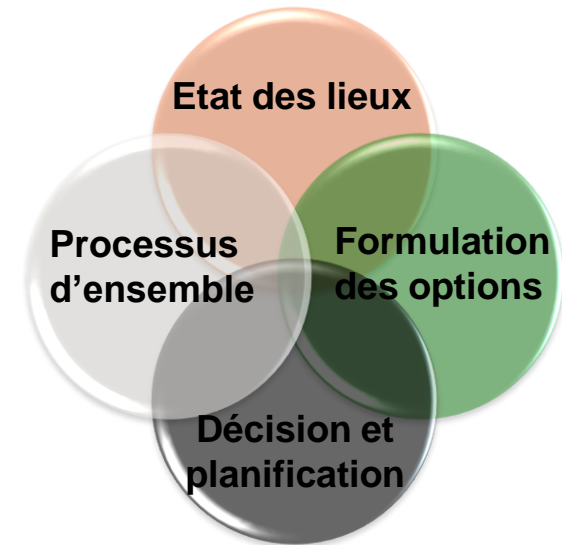
- Gestion, représentation, coordination
- Gestion des partenariats financiers
- Montée en puissance des comités national et interministériel
- Dynamique REDD+ en province
- Gestion des ressources humaines
- Appui aux négociations internationales

- **Plan d'investissement 2016**
- Programmes FIP
- **ERPIN Carbon Fund**
- Programmes REDD+ anticipés
- **Mobilisation du secteur privé et des porteurs de projet**



Introduction: un cadre d'analyse pour sécuriser l'élaboration de la stratégie nationale REDD+

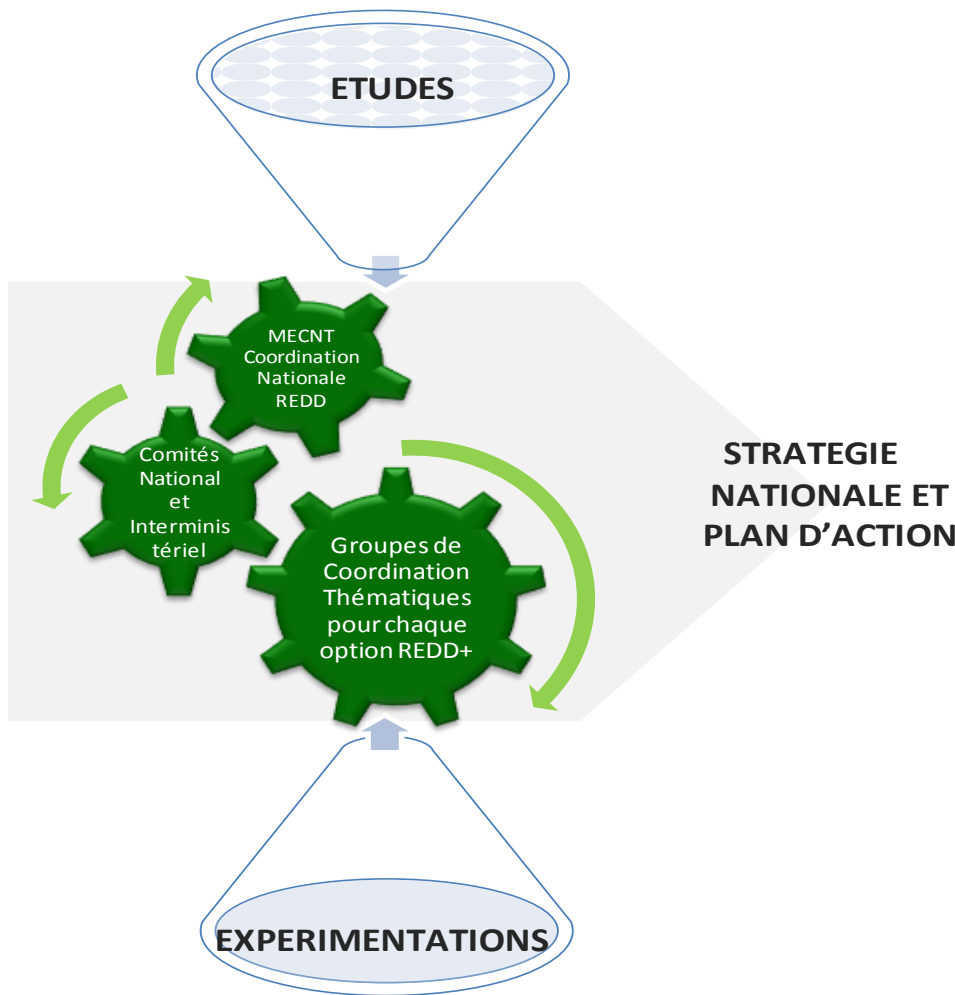
- 1 Ancrage des options dans les causes et facteurs de déforestation et dégradation
- 2 Capitalisation sur les expériences internationales et nationales, et sur les capacités nationales
- 3 Prise en compte des différents coûts de la REDD+
- 4 Prise en compte et valorisation des spécificités stratégiques de la RDC confrontées au contexte international
- 5 Elaboration d'un ensemble de politiques et programmes sectoriels et habilitants/transversaux intégrés
- 6 Définition d'un ensemble de politiques et programmes qui garantissent le respect des sauvegardes et orientations internationales
- 7 Formulation d'objectifs quantifiés, d'une ligne directrice claire et des approches stratégiques
- 8 Prise en compte des risques et menaces sur le déploiement de la stratégie nationale
- 9 Préparation d'un plan de mobilisation des ressources financières internationales et nationales crédible



- 10 Respect d'un processus robuste, participatif, inclusif et transparent à chaque étape de l'élaboration de la stratégie
- 11 Définition cohérente et construction d'un système de pilotage « MRV » du déploiement de la stratégie
- 12 Renforcement et mobilisation des capacités humaines et techniques pour la mise en œuvre de la stratégie
- 13 Mise en place d'un système d'affectation des ressources financières transparent et efficace

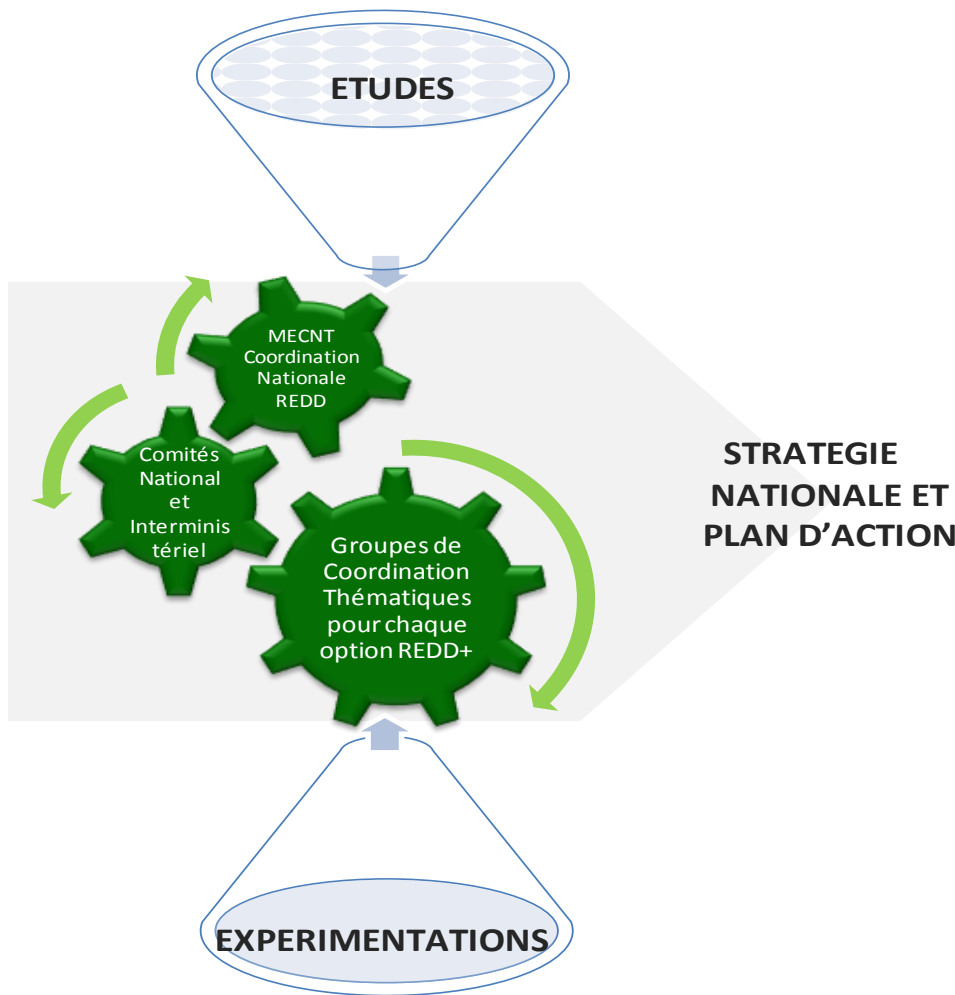
Eléments de l'approche :

- Verser les éléments techniques robustes (**études, expérimentations**) dans un processus de concertation et de programmation organisé autour de deux moteurs suivant la dynamique provinciale et la dynamique thématique
- Dynamique provinciale: lancement de processus provinciaux coordonnés avec le niveau national (institutions et organisation, renforcement de capacités, valorisation et encouragement des initiatives pilotes, études et consultations contextualisées, élaboration de stratégies provinciales...)
- Dynamique thématique: 30 groupes de travail (GCT) sur autant d'options sectorielles ou habilitantes de la REDD+, 380 personnes mobilisées sur 18 mois (17 ministères, société civile nationale et internationale, secteur privé, partenaires techniques et financiers...)
- Processus participatif de consolidation finale (semestre 2, 2012) sous leadership du Comité National REDD



Eléments de l'approche :

- Verser les éléments techniques robustes (**études, expérimentations**) dans un processus de concertation et de programmation organisé autour de deux moteurs suivant la dynamique provinciale et la dynamique thématique
- Dynamique provinciale: lancement de processus provinciaux coordonnés avec le niveau national (institutions et organisation, renforcement de capacités, valorisation et encouragement des initiatives pilotes, études et consultations contextualisées, élaboration de stratégies provinciales...)
- Dynamique thématique: 30 groupes de travail (GCT) sur autant d'options sectorielles ou habilitantes de la REDD+, 380 personnes mobilisées sur 18 mois (17 ministères, société civile nationale et internationale, secteur privé, partenaires techniques et financiers...)
- Processus participatif de consolidation finale (semestre 2, 2012) sous leadership du Comité National REDD





I. Feuille de route et approche générale

II. Les chantiers vers la stratégie et illustrations



Analyse des causes complète (directes et indirectes, nationale et sous-nationale, situation et dynamiques), données qualitatives et quantitatives, consensus national, ancrage direct dans le niveau de référence et les options stratégiques

■ Réalisé:

- Revue bibliographique des causes de la DD (FAO)
- Etude quantitative des causes de la déforestation (FAO/UCL)
- Consultation nationale sur les causes de la déforestation et dégradation (FAO/société civile)

■ Reste à faire:

- Consultations finales et formalisation du rapport de consensus national sur les causes de la DD en RDC (octobre 2011)
- Diffusion des résultats macro et détaillés auprès des GCT et provinces pour intégration dans les processus de formulation des options (octobre 2011)
- Préparation d'une méthodologie adaptée à la RDC pour la définition des niveaux de référence, production d'une analyse préliminaire (décembre 2011) et consolidés appuyé sur un système évolutif (septembre 2012)

Illustration : détermination des causes de la déforestation et dégradation



Objectif: dégager un consensus national sur les causes directes et indirectes de la déforestation et de la dégradation en RDC

Éléments de l'approche :

- Capitaliser sur l'existant et assoir une base technique robuste (étude quantitative ad hoc UCL, intégration de IIASA, analyse post-conflit PNUE, revue bibliographique FAO)
- Engagement des parties dans la construction du consensus à travers une phase de confrontation des données sur le terrain et de dialogue:
 - Atelier public pour la définition d'un protocole de déploiement (août 2010)
 - Enquête dans tous les chefs lieux de province (entretiens, focus groups, et validation des données sur 4 sites par province)
 - Sélection, formation et déploiement de 14 médiateurs de la société civile
 - Dernier « round » de consultations provinciales et nationales sur la base des résultats consolidés quantitatifs et qualitatifs

Multiples bénéfiques:

- Renforcement des capacités et de l'appropriation du chantier, de la situation et des défis par les parties prenantes, en premier lieu les pouvoirs publics nationaux et locaux ainsi que la société civile. Mobilisation renforcée des partenaires, et notamment des relais locaux
- Pré-requis technique mais aussi orientation dynamique de l'élaboration de la stratégie nationale ainsi que des stratégies provinciales et thématiques

Illustration : méthode pour quantifier les causes de déforestation et dégradation

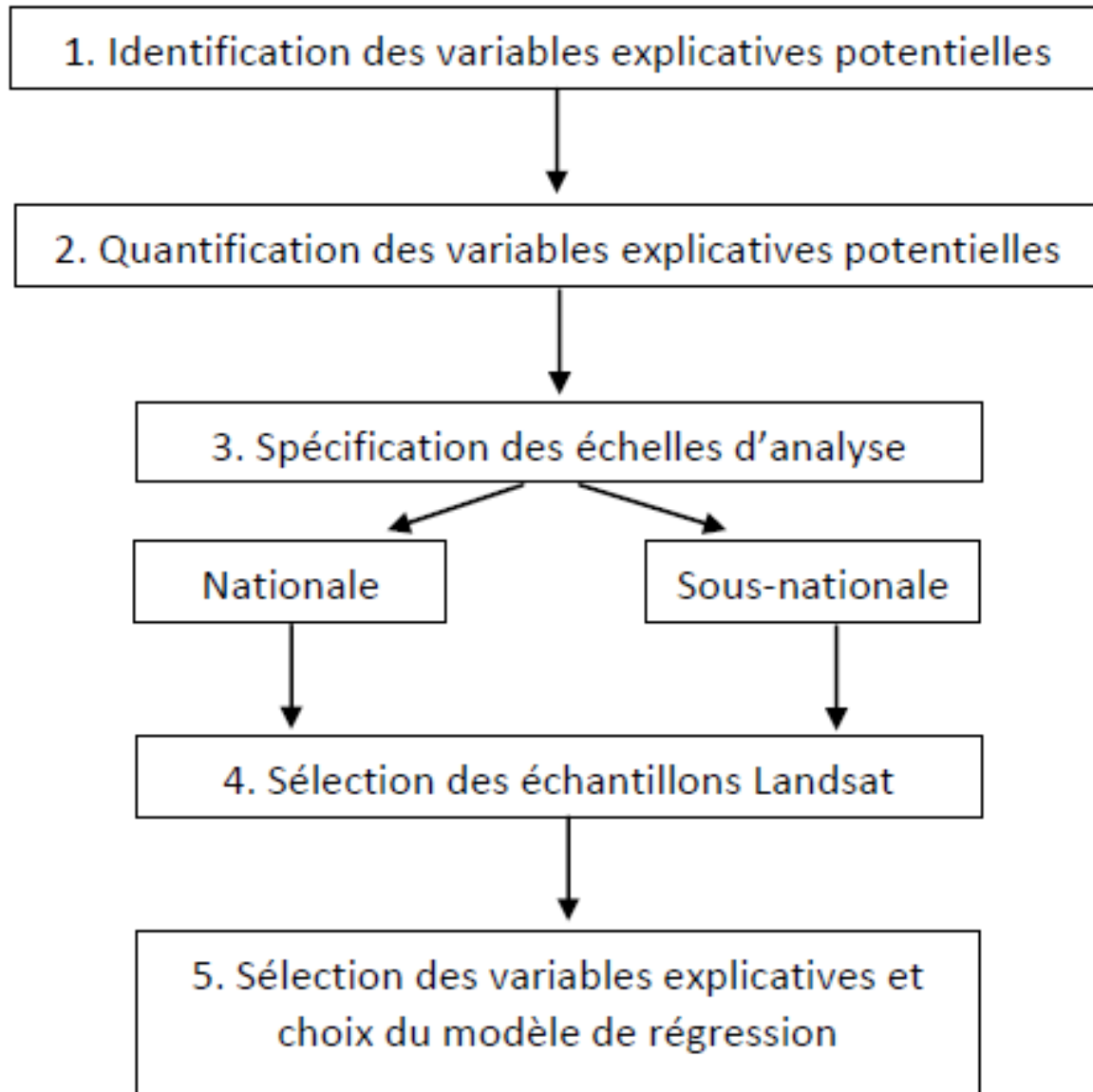


Illustration : choix des variables à tester sur base des causes directes et des forces motrices

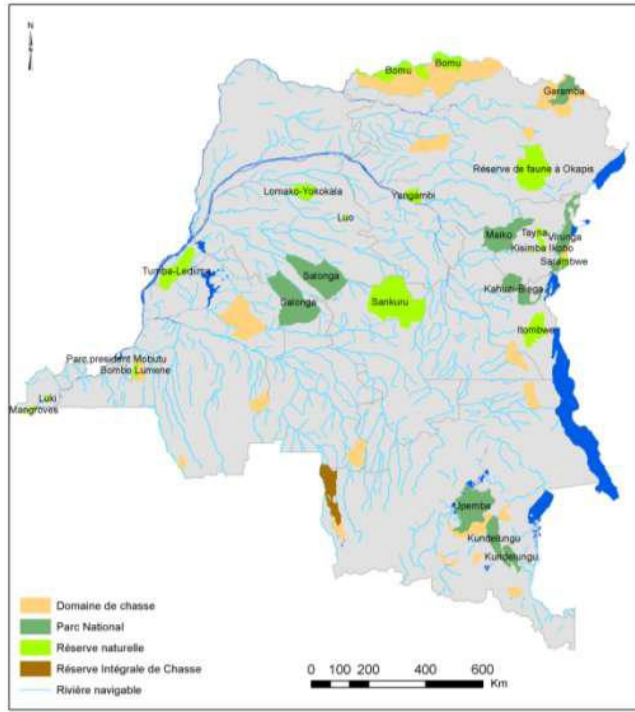
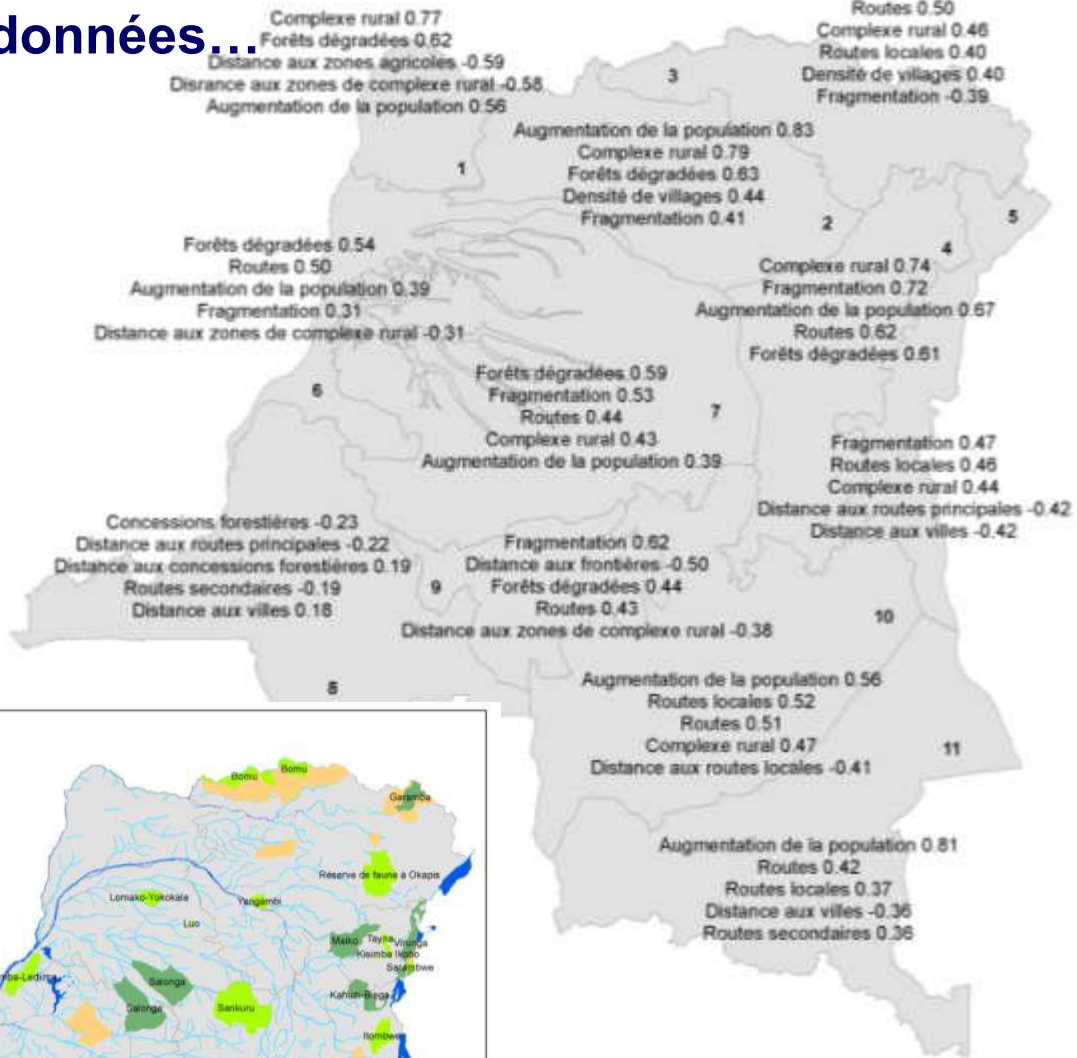
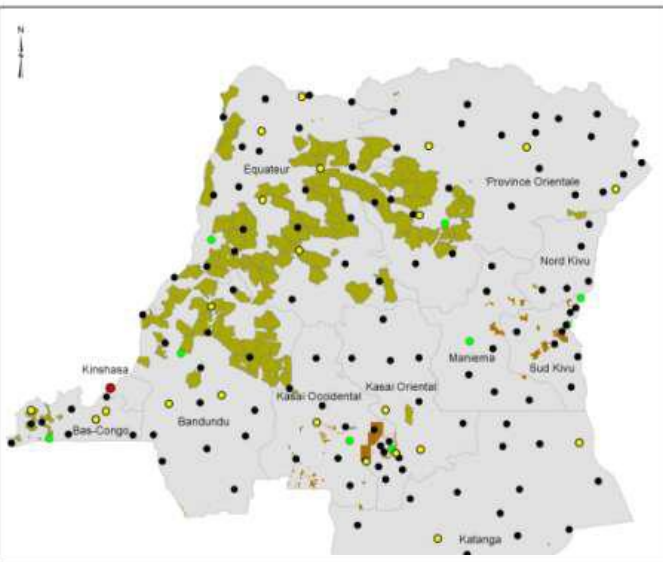


Figure 5 - Causes directes possibles et forces motrices potentielles de la déforestation et de la dégradation en RDC.

Illustration : et croisement des données...

Complexe rural 0.77
 Forêts dégradées 0.62
 Distance aux zones agricoles -0.59
 Distance aux zones de complexe rural -0.58
 Augmentation de la population 0.56

Routes 0.50
 Complexes ruraux 0.46
 Routes locales 0.40
 Densité de villages 0.40
 Fragmentation -0.39



Forêts dégradées	0,47	0,22	0,0000
Routes	0,41	0,17	0,0000
Augmentation de la population	0,32	0,10	0,0000

Forêts dégradées	0,37	0,14	0,0000
Routes	0,35	0,13	0,0000
Densité de villages	0,29	0,09	0,0000
Fragmentation	0,25	0,06	0,0000

	r	r ²	Pr(> t)
Forêts dégradées	0,56	0,32	0,0000
Augmentation de la population	0,41	0,17	0,0000
Distance aux zones de complexe rural	0,41	0,17	0,0000
Distance aux zones agricoles	0,40	0,16	0,0000
Distance aux zones de complexe rural	0,37	0,14	0,0000

	r	r ²	Pr(> t)
Forêts dégradées	0,34	0,12	0,0000
Complexes ruraux	0,29	0,08	0,0000
Augmentation de la population	0,29	0,08	0,0000
Routes	0,21	0,05	0,0000
Distance aux zones agricoles	-0,20	0,04	0,0000
Densité de villages	0,19	0,04	0,0000
Fragmentation	0,19	0,04	0,0000

— Routes principales
 — Routes secondaires
 — Routes locales
 — Rivières navigables

■ Domaine de chasse
 ■ Parc National
 ■ Réserve naturelle
 ■ Réserve Intégrale de Chasse
 — Rivière navigable



Analyse systématique et quantifiée des expériences, démonstrations nationales pertinentes, évaluation des capacités, large participation et consensus, liens directs avec la formulation et la sélection des options stratégiques

■ Réalisé:

- Analyse des expériences passées et leçons apprises pour lutter contre la déforestation et dégradation de la forêt (PNUE)
- Différentes initiatives de renforcement des capacités: Universités REDD+, séminaires de formation pour les membres des comités, porteurs de projets etc.

■ Reste à faire:

- Poursuite des efforts d'IEC et renforcement des capacités à court terme (continu jusqu'en décembre 2012)
- Campagne dans les territoires comme programme phare en 2012
- Programme de renforcement des capacités nationales à moyen et long terme (étude sur la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, formulation du programme de pôle intégré d'excellence) – octobre 2012



Analyse complète des coûts (opportunité, mise en œuvre, transaction) dans différents secteurs, avec expérimentation nationale, processus participatif et transparent, exploitation directe dans l'arbitrage entre les options et leur formulation détaillée

- **Réalisé:**
 - Termes de référence et mise en place d'un partenariat international

- **Reste à faire:**
 - Préparation du package méthodologique complet adapté à la RDC et formation d'un noyau d'experts nationaux (novembre 2011)
 - Collecte des données, notamment par et pour les GCT (mars 2012)
 - Consolidation d'une courbe des coûts de la REDD+ complète (mai 2012)

- **Données produites par option dans le cadre des Groupes de Coordination Thématiques, avec expérimentation terrain pour alimenter les processus REDD+ provinciaux**



Analyse robuste des avantages compétitifs du pays, perception des facteurs clés de succès, mise en évidence et prospective de la proposition de valeur du pays, exploitation de la chaîne de valeur nationale dans la formulation de la stratégie et des options

■ Réalisé:

- Travail continu de dialogue avec les partenaires techniques et financiers internationaux pour jauger des attentes et opportunités internationales
- Termes de référence pour le cadre de mise en oeuvre

■ Reste à faire:

- Réalisation de l'étude sur le cadre de mise en oeuvre (février 2012)
- Rédaction des textes réglementaires et lobbying pour les réformes « cœur de processus » (novembre 2012)
- Travail d'analyse pour formaliser ces éléments sur base de toutes les données collectées, et consultations (août 2012)

Illustration: Comprendre les spécificités congolaises pour déterminer la portée de la stratégie REDD+ et les objectifs



▪ Orientations

- Ambition politique
- Stratégie de développement « ouverte »
- Méfiance envers les « promesses »

❖ Forces

- Capital forestier
- Leadership national
- Processus national exemplaire avec implication de la société civile, coordination et gestes politiques forts

❖ Faiblesses

- Ressources financières
- Contrôle du territoire
- Faible gouvernance
- Capacités (techniques, gestion)

❖ Opportunités

- Augmentation de l'intérêt pour la forêt
- Croissance rapide des financements pour la REDD+
- Contexte électoral et révision de la stratégie nationale (DSCR II)

❖ Menaces

- Blocage des pays non forestiers
- Compétition pour l'accès aux finances
- Nouvelles pressions sur la forêt de RDC
- Dispositif REDD+ lourd et incertain

Facteurs clés de succès

- Crédibilité de l'engagement politique
 - Niveau des ambitions
 - Moyens de contrôle du territoire et d'application de la loi
- Crédibilité de la stratégie de mise en œuvre
 - Fiabilité / capacité à absorber, manager et sécuriser les financements
 - Performance de la stratégie adoptée, efficacité des activités, mobilisation de la base
 - Fiabilité du dispositif de pilotage et de suivi

Avantages concurrentiels

- Attractivité de la forêt de RDC au regard des enjeux
- Processus national intégré
- Partenariat avec la société civile

Gestion des faiblesses et menaces

- Mobiliser les bailleurs internationaux en sécurisant les facteurs clés de succès
- Responsabiliser les acteurs à même de contrôler le territoire (communautés, compagnies, administration...)
- Instaurer des institutions et un système de gouvernance crédible
- Engager un grand programme de renforcement des capacités à l'échelle nationale, territoriale et locale
- Renforcer les capacités diplomatiques de la RDC et adopter une posture ambitieuse et inclusive
- Prioriser les chantiers nationaux au regard des « quick wins » perçus par les bailleurs (ex: décret)



Formulation d'un ensemble complet de politiques et programmes multisectoriels et habilitants associés à toutes les options REDD+, processus participatif et crédible, priorisation effective et transparente, avec des objectifs qualitatifs et quantitatifs clairs

■ Réalisé:

- Préparation du plan d'investissement FIP avec des orientations stratégiques pour des programmes sectoriels et habilitants (petites subventions REDD+, appui au secteur privé, filière biomasse-énergie...)
- Formalisation de six notes de cadrage pour les programmes anticipés (foncier, aménagement du territoire, foyers améliorés, A/R, agriculture de subsistance, programme intégré subnational)
- Mise en place de 30 groupes de coordination thématique pour approfondir chaque option REDD+ et approfondir chaque politique et programme potentiel

■ Reste à faire:

- Travail d'analyse option par option à travers les GCT, avec des appuis spécifiques (PNUE/transformation de l'économie forestière, CIRAD, programmation FIP...) et la mise en place des partenariats pour la consolidation et la mise en œuvre des politiques et programmes sectoriels et habilitants (juin – décembre 2012)



- **Une expérience unique pour:**
 - Encourager la participation de tous au processus d'élaboration stratégique
 - Garantir la transparence, l'inclusivité et l'équité des débats
 - Assoir les arbitrages stratégiques sur des arguments robustes et légitimes
 - Mobiliser une masse critique de futurs leaders REDD+
 - Renforcer les capacités en responsabilisant les acteurs

- **Les Groupes de Coordination Thématique en chiffre:**
 - Trente groupes, dont 18 sectoriels et 12 transversaux
 - 380 personnes impliquées représentant toutes les parties prenantes (administration publique dont 17 Ministères, société civile nationale et ONG internationales, secteur privé, partenaires techniques et financiers)
 - Plus de 300 réunions de travail depuis février 2011, 3 états de lieux finalisés

Illustration: GCT, historique et cartographie des options



Nov. 2010

Atelier de réflexions, de cadrage et d'identification des GCT avec les parties prenantes (160 personnes présentes, premières propositions pour 40 GCT)

Consultation et consolidation d'une matrice de 30 GCT (Kinshasa et Cancun), finalisation des GCT et du modèle de rapport final

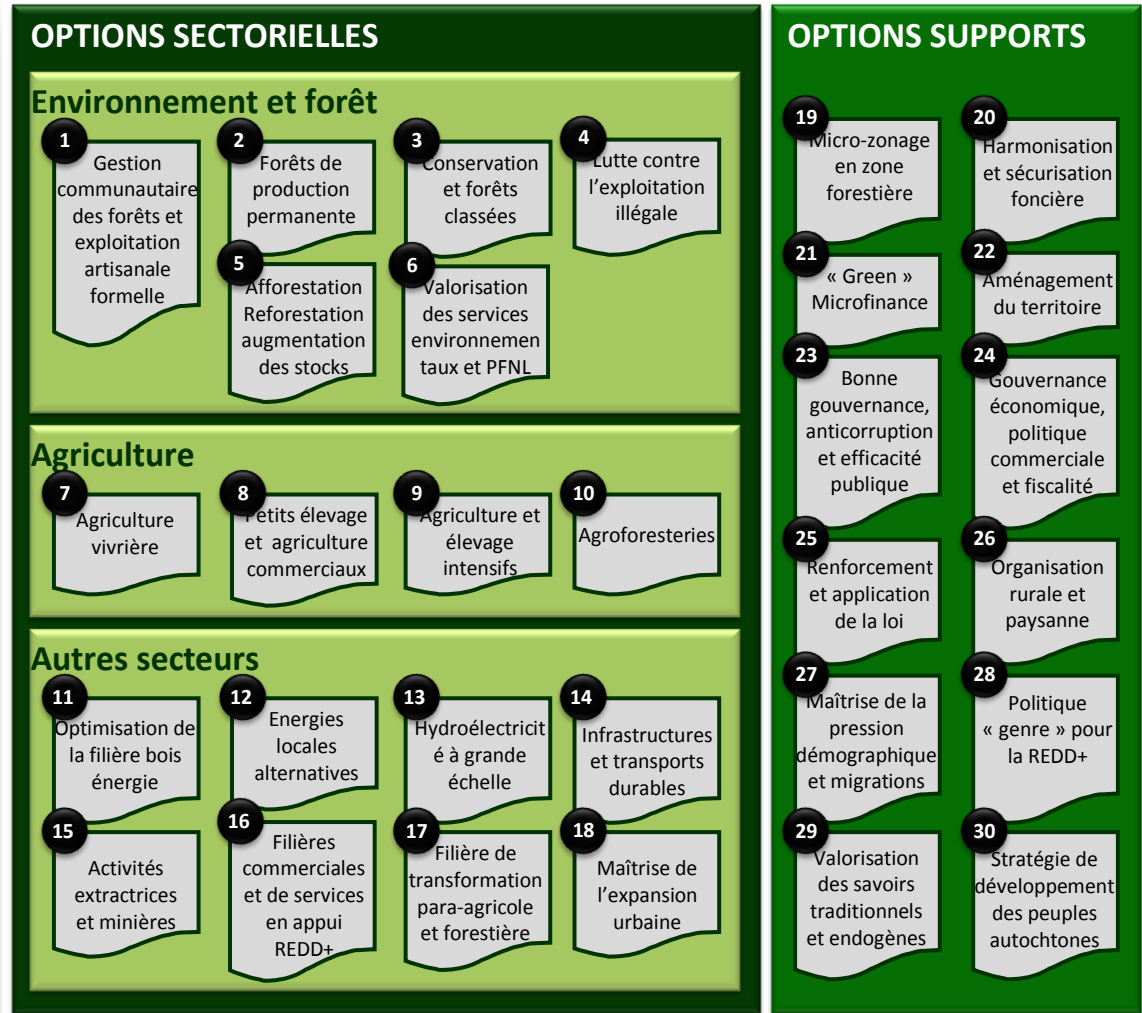
Lancement des premières rencontres de chaque GCT, inscription des membres et mise en place des bureaux de chaque GCT

Elaboration des feuilles de route et budgets prévisionnels de chaque GCT

Mars 2011

- Mise en œuvre des plans de travail
- Remise des rapports finaux au Comité National REDD+

Juin 2012





Trame des rapports finaux des GCT

1. Tableau récapitulatif
2. Résumé exécutif
3. Analyse de la situation
 - a. Etat de l'option en RDC
 - b. Principaux axes stratégiques possibles
4. Retours d'expérience
 - a. Expériences internationales
 - b. Expériences nationales
5. Proposition
 - a. Objectifs et approche stratégique
 - b. Géographie et portée
 - c. Activités de mise en œuvre et budget
 - d. Dispositif institutionnel et implications réglementaires
 - e. Dispositif de gestion des risques et des cobénéfices
 - f. Plan opérationnel de mise en œuvre

Éléments de synthèse clés

- Moteurs de déforestation/dégradation adressés
- Effets des politiques publiques
- Types de leviers et d'activités
- Géographie
- Réalisations attendues
- Potentiel de réduction d'émissions
- Budget
- Cobénéfices et gestion des risques
- Implication du privé et des OSC
- Coûts d'opportunité, d'implémentation et de transaction
- Etc.



Programmes habilitants

Points forts

Défis

1
Mise en place d'une politique nationale d'aménagement du territoire

- Condition habilitante fondamentale
- Maîtrise technique nationale
- Coût modéré
- Faisabilité élevée

- Forte implication de différents ministères sous l'égide de l'aménagement du territoire, et travail collectif avec la société civile

2
Modernisation et sécurisation foncière

- Condition habilitante fondamentale
- Co-bénéfices multiples
- Couverture nationale et locale complète

- Forte implication de différents ministères, travail collectif avec la société civile, forte technicité et leadership politique, coût élevé

Programmes sectoriels

3
Réduction de l'impact de l'agriculture de subsistance sur la forêt

- Mobilisation populaire en forêt
- Potentiel majeur de résultats REDD, secteur clé pour la REDD
- Progressivité des résultats

- Forte implication de différents ministères, et travail collectif avec la société civile, coût d'investissement élevé, maîtrise nationale incomplète

4
Afforestation et reforestation dans le bassin d'approvisionnement des grandes villes

- Potentiel majeur de résultats REDD
- Diversité des modèles économiques
- Coûts faibles, progressivité des résultats
- Engagement de la population urbaine, technicité relativement maîtrisée

- Dépendance à la sécurisation foncière

5
Amélioration de l'efficacité énergétique par la diffusion des foyers améliorés

- Engagement des populations vers l'initiative productive privée
- Technicité faible et maîtrisée, faisabilité élevée

- Forte implication de différents ministères

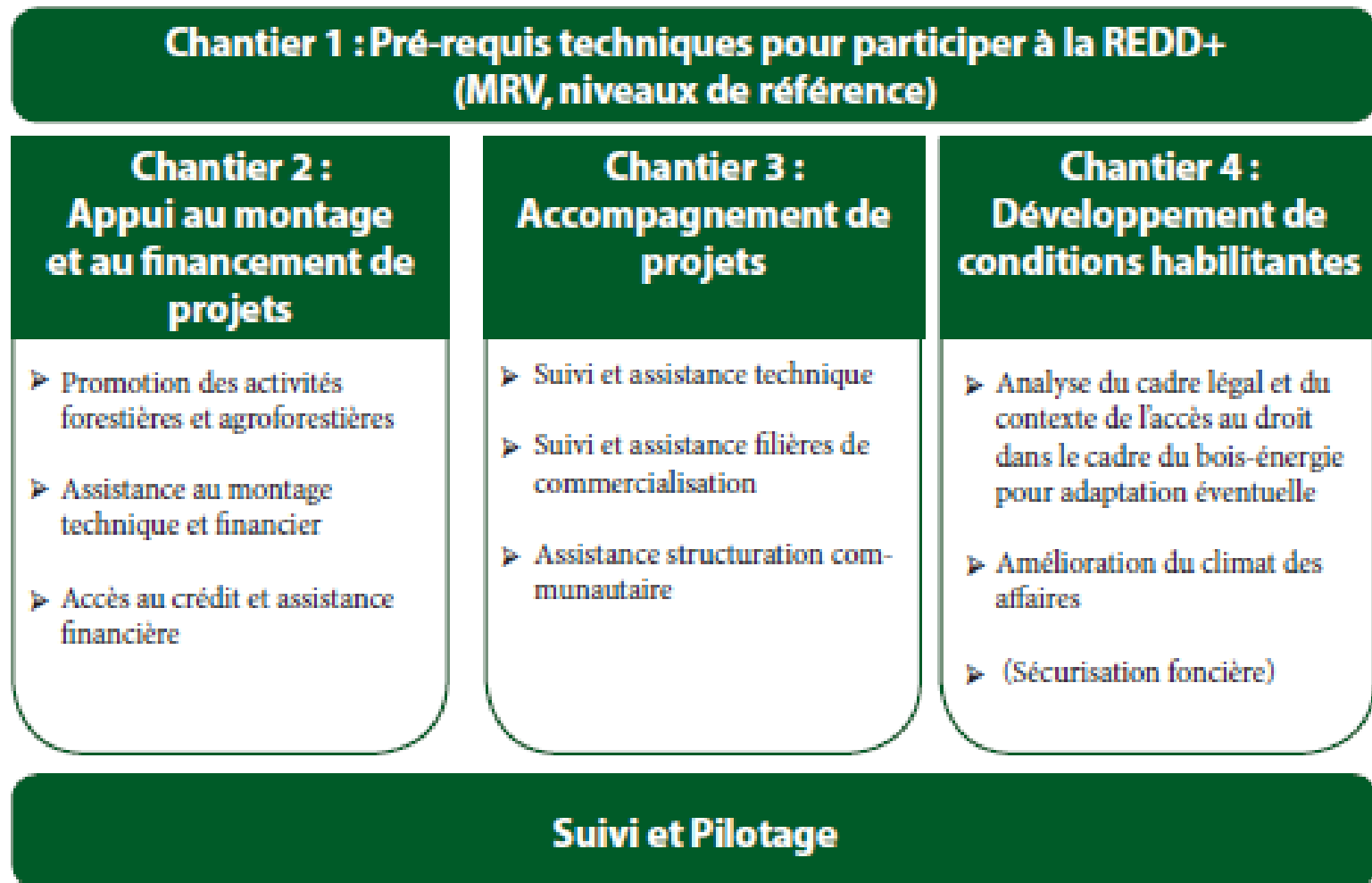
Programme intégré

6
Programme intégré REDD+ à l'échelle du district de Mai Ndombé

- Engage tous les acteurs, secteurs et leviers à l'échelle d'un district
- Potentiel stratégique de résultats directs et de duplication

- Forte complexité
- Leadership local sans faille
- Coût d'investissement élevé

Illustration des principaux chantiers pour le programme “Afforestation/Reforestation”
L’analyse et retours d’expérience ont permis d’identifier plusieurs “business models” plus ou moins adaptés et pertinents en fonction des situations locales dans le pays





1. Concentrate investments on deforestation "hot spots", located in the supply area of large urban centres
2. Focus on investments that address the direct causes of deforestation and that generate measurable emissions reductions and co-benefits
3. Improve enabling conditions to address some of the underlying causes of deforestation (at the national level, to support medium-term transformation, and at the local level, to support innovative experiments aimed at tackling the underlying causes of deforestation, such as land tenure insecurity and a non conducive business environment for private sector engagement)

The proposed sectoral activities include:

- a) afforestation/reforestation, including agroforestry and assisted natural regeneration
- b) dissemination of improved cook stoves,
- c) dissemination of improved charcoal-making techniques,
- d) development of alternative energy sources,
- e) Support for community forestry and strengthening communities' capacity to manage forests.

The FIP plan comprises five programmes:

- Programme 1 (geographic): Kinshasa supply area
- Programme 2 (geographic): Kananga & Mbuji-Mayi supply area
- Programme 3 (geographic): Kisangani supply area
- Programme 4: Engaging Private Sector in REDD+
- Programme 5 (cross cutting): Small grants

Illustration: croiser l'approche géographique

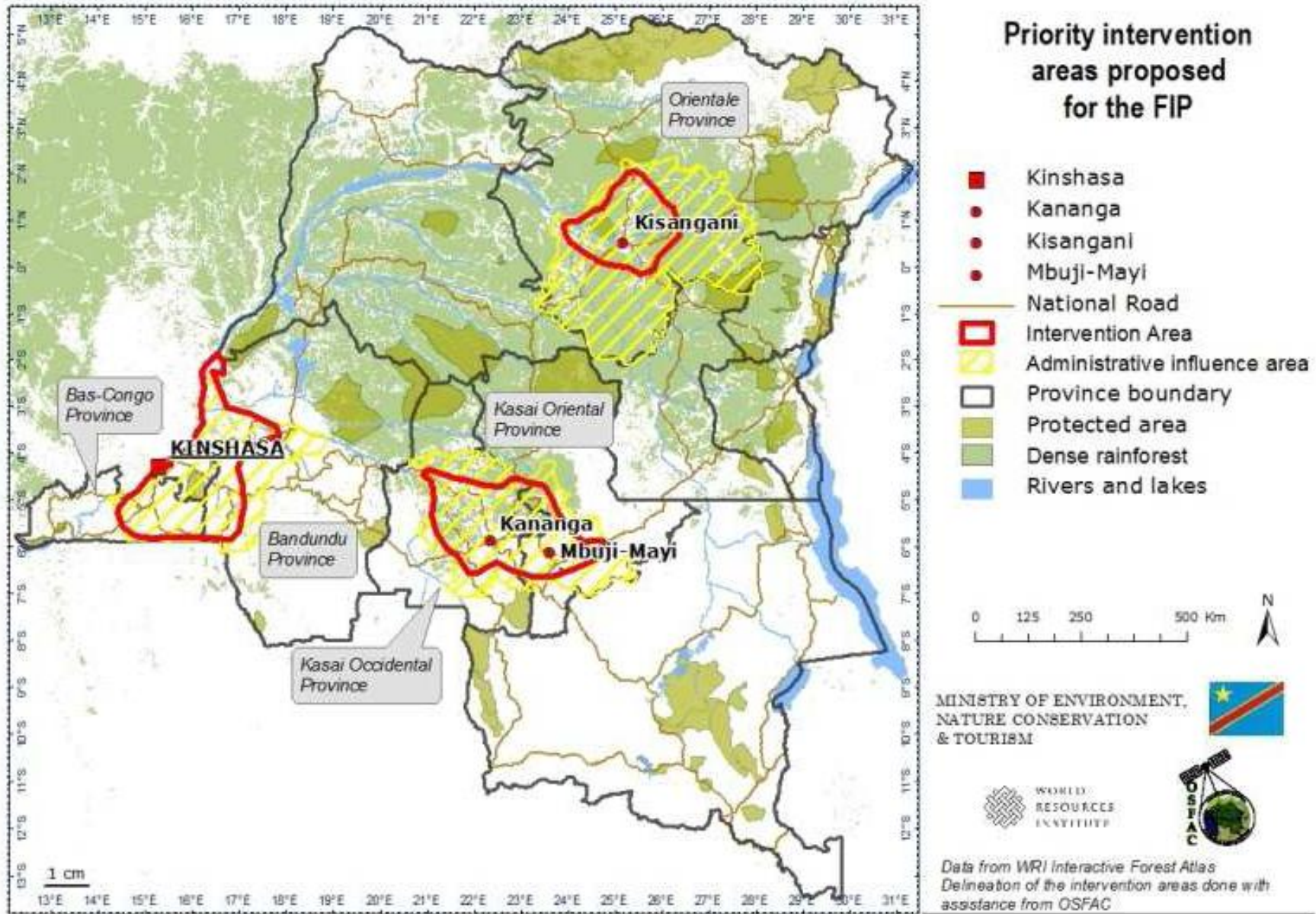


Illustration: avec l'approche thématique



Enabling Activities		National level	Local level
	Modernizing land tenure & securing land rights	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation of land tenure issues in the Country - Definition of the methodology for a future land tenure reform - Capacity building 	<ul style="list-style-type: none"> - Rural tenure plans - Participatory enumeration - land offices
	Land Use Planning	<ul style="list-style-type: none"> - Support to National Land Use Plan development - Capacity building 	<ul style="list-style-type: none"> - Micro-zoning
	Support to project development	<ul style="list-style-type: none"> - Capacity building of service companies, administration & civil society 	<ul style="list-style-type: none"> - Support to project development

Sectoral Activities		Local level
	Biomass-energy	<ul style="list-style-type: none"> - Agroforestry (incl. afforestation/reforestation, assisted natural regeneration) - Dissemination of energy-efficient stoves; Improved charcoal-making; Energy alternatives
	Community Forestry	<ul style="list-style-type: none"> - Information & sensitization of local authorities, local communities & indigenous peoples - Support to organization of communities (incl. SME creation) - Community development plans - Forest management plans - Training of trainers



Revue des attentes internationales, appropriation participative et transparente de standards au niveau national, analyse des réponses actuelles et attendues du pays, formulation d'un ensemble complet de politiques et programmes ancrés à des standards objectivés

■ Réalisé:

- Version préliminaire des standards nationaux REDD+ suite à un travail de réflexion, de consultations et d'expérimentations (société civile, PNUE, PNUD, WWF...)
- Etudes sur la gouvernance, la lutte anti-corruption dans la REDD+ (NORAD, PNUD) et l'économie politique de la REDD+ (Banque Mondiale)
- Termes de référence du SESA

■ Reste à faire:

- Etude stratégique socio-environnementale de la REDD+ (SESA – février 2012)
- Expérimentation des standards sur le terrain (avril 2012)
- Consultations et finalisation des standards nationaux (juin 2012)

7/13 Formulation d'objectifs quantifiés, d'une ligne directrice claire et des approches stratégiques



28



Processus participatif et transparent, objectifs quantifiés de réductions, à moyen et long terme, détaillés par options REDD+, associés à des indicateurs financiers et d'autres objectifs clés, ligne directrice et approches stratégiques claires et déclinées dans les politiques et programmes

- **Réalisé:**
 - Préparation d'une note d'analyse stratégique préliminaire de la REDD+ en RDC

- **Reste à faire:**
 - Consultations et formulation d'une vision REDD+ en RDC pour appuyer la formulation des fondamentaux stratégiques pour la stratégie nationale (décembre 2011)
 - Sur la base des données collectées (GCT, provinces...), consultations et formalisation des objectifs quantifiés, de la ligne directrice et des approches stratégiques de la REDD+ en RDC (septembre 2012)



Une analyse des risques et menaces est formulée de manière participative et systématique, au niveau global de la stratégie et pour chaque politique et programme, évalue les impacts, formule des principes et actions de gestion et contournement, et formalise un dispositif d'alerte

■ Réalisé:

- Mise en place de « bornes d'observation » à travers les multiples chantiers du processus REDD+ (ex: cadre de mise en œuvre, processus d'homologation des projets etc.)

■ Reste à faire:

- Consolidations des données (GCT, programmation, provinces...), consultations et formulation systématique et complète des risques et menaces, ainsi que des mesures et d'un dispositif de gestion du contournement (novembre 2012)



L'ensemble des besoins financiers sont estimés pour le déploiement de la stratégie, crédibles, déclinés par nature (ex ante/ex post, REDD+ ou associé), source (local, national, international, public ou privé), usage (programmes, régions...), basés sur un plan de mobilisation crédible

■ Réalisé:

- Atelier de consultation sur le mécanisme financier national REDD+, préparation de TDR (fonds ad hoc, fonds multibailleur PNUD)
- Consultations et propositions en vue d'un mécanisme financier d'appui au secteur privé (FIP)

■ Reste à faire:

- Poursuite et accélération du dialogue avec les partenaires internationaux pour la mobilisation de financements pour la phase d'investissement (juin 2012)
- Négociations, décision et mise en œuvre d'un mécanisme de financement (niveau chapeau de collecte) – juin 2012
- Renforcement de l'intégration de la REDD+ au cœur des stratégies du pays (vision Congo 2035, DSCR2, Plan Climat...) et consultations pour la clarification de l'effort national (notamment budgétaire) – novembre 2012



Plan d'élaboration consensuel, détaillé et doté des moyens adaptés (temps, argent, expertise crédible), active participation publique à chaque étape (collecte, analyse, synthèse et recommandations, finalisation), argumentation publique et systématique des décisions

■ Réalisé:

- Création et montée en puissance des trois structures de décision, planification et coordination du processus national REDD+ intermédiaire (décret du 26/11/2009)
- Mise en place des Groupes de Coordination Thématique
- Cf. efforts de renforcement de capacités et contributions transversales à travers chaque chantier

■ Reste à faire:

- Financer, animer et faire vivre le dispositif en place (ex: défi sur les provinces et recrutement des points focaux provinciaux au niveau technique, programmation de la mise en œuvre du plan de préparation de la société civile et de la campagne dans les territoires...) - continue



La stratégie, les politiques et programmes disposent d'objectifs complets, consensuels, basés sur un ensemble complet et intégré d'indicateurs, adaptés, expérimentés et labellisés (méthode de collecte et d'analyse robuste, formalisée et vérifiable)

■ Réalisé:

- Carbone: préparation du dispositif phase 2 et lancement de la mise en œuvre (Système de Surveillance des Terres par Satellite), coordination en cours des acteurs pour l'Inventaire Forestier National,
- Mise en place d'un laboratoire et formation du personnel clés (administration, société civile...)
- Initiatives pour la production et la consolidation de données (ex: cadrage de la participation de la REDD+ à l'étude 1-2-3, standards et SESA...)

■ Reste à faire:

- Finaliser la feuille de route de préparation de l'IGES (novembre 2011) et mise en œuvre (décembre 2012)
- Mise en place du SSTS phase 2 (décembre 2011)
- Finalisation de la feuille de route de préparation MRV carbone (mars 2012)
- Elaborer (avril 2012) et mettre en œuvre le système de suivi complet (décembre 2012)



Le processus d'élaboration de la stratégie participe à la mobilisation et aux capacités nationales, l'écart pour la mise en œuvre est qualifié et quantifié, un programme de réponse à court, moyen et long terme est formulé, chiffré (objectifs, coûts) robuste et consensuel

■ Réalisé et reste à faire::

- Cf. les éléments précédents sur le dispositif de gestion nationale du processus, le processus d'élaboration de la stratégie en place via les GCT, les dynamiques en province, les différents chantiers de la composante IEC comme la campagne dans les territoires, le plan de préparation de la société civile, les approches spécifiquement intégrées dans chaque chantier pour multiplier les consultations et les formations (projets pilotes, FIP...)
- Cf. gestion prévisionnelle des emplois et compétences pour l'évaluation des écarts (avril 2012)
- Travail continu



Une cartographie complète des besoins et défis du financement est dressée, robuste et transparente, un ensemble complet de mécanismes financiers sont approuvés, établis, adossés à un système conforme MRV, et l'allocation des ressources est formalisée et consensuelle

- **Réalisé:**

- Ateliers et consultations sur le partage des revenus de la REDD+ (CI, PNUE)

- **Reste à faire:**

- Consolidation des consultations et formalisation d'un système de partage des revenus de la REDD+ (septembre 2012)
- Consolidation des données et consultations vers la définition des besoins et des mécanismes financiers (niveau d'allocation des ressources) – novembre 2012